



DÉLIBÉRATIONS

Le 18 décembre 2024 à 11h50 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Katherine COEUFF, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Étaient représentés :

Madame LAMBARD Annick ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR,
Monsieur MAYER-ROSSIGNOL Nicolas ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE
Madame VACHE-PICAT Mireille ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

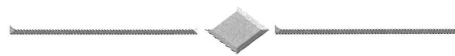
Étaient excusées :

Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN

Secrétaire de séance :

Madame Laure GUILLARD, Responsable du Service Administratif et Financier du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 11 décembre 2024



DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024131-BF

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



8 DÉCISION MODIFICATIVE N°2 DU BUDGET PRINCIPAL

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente Décision Modificative n° 2 du budget principal 2024 du C.C.A.S. a pour objet d'ajuster certaines prévisions effectuées lors de la précédente étape budgétaire et d'inclure certaines opérations de clôture. Les modifications proposées sont les suivantes :

Fonctionnement : 8 432 987 € soit +30 715 €**Recettes :**

Chapitre 002 « Résultat de fonctionnement reporté » : 0 € (inchangé)

Chapitre 013 « Atténuations de charges » : 305 148 € (inchangé)

Chapitre 70 « Prestations de services » : 89 741 € soit +9 849 €

- Intégration du 1^{er} versement du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (F.I.P.H.F.P.) selon la convention pluriannuelle signée avec cet organisme en 2024.

Chapitre 74 « Dotations et participations » : 7 936 621 € soit +10 544 €

- La participation de l'Etat au budget de la Chaloupe s'élève à 162 K€ pour 2024 et représente un montant supplémentaire de 17,8 K€ par rapport aux recettes escomptées dans le budget primitif.
- La Métropole a réduit cette année sa subvention au Programme de Réussite Educative (P.R.E.) de 7,3 K€. Cette participation tombe à 78,9 K€ en 2024, contre 86,2 K€ en 2023.

Chapitre 75 « Autres produits de gestion courante » : 81 430 € soit +3 409 €

- Constatation d'opérations diverses (avoirs, régularisations) déjà comptabilisées pour un montant de 3,4 K€.

Chapitre 77 « Produits exceptionnels » : 534 € (inchangé)

Chapitre 042 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » : 19 513 € soit +6 913 €

- Intégration de reprises sur amortissement des immobilisations : dans le cadre de la fiabilisation de l'actif du C.C.A.S. et de la concordance entre le comptable et l'ordonnateur, il a été constaté que certains biens ont été sur-amortis au cours des exercices précédents. Pour régulariser, il est nécessaire de comptabiliser une recette de fonctionnement de 6,9 K€ (virement de la section d'investissement).

Dépenses :

Chapitre 002 « Résultat de fonctionnement reporté » : 668 688,19 € (inchangé)

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 183 664 € soit +30 494 €

- Alimentation du compte « 60612 – énergies, électricité » en vue de régler des factures EDF restant impayées pour 35,6 K€.
- Le remboursement de frais au C.C.A.S. de Sotteville-lès-Rouen dans le cadre du projet « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée » peut être diminué de 5,2 K€. Le montant prévisionnel du remboursement est d'environ 44 K€, après valorisation des frais de personnel portés directement par le C.C.A.S. de Rouen.

DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024131-BF

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Chapitre 012 « Charges de personnel » : 5 011 015,32 € soit +19 240 €

- Ajustement de +33,4 K€ concernant la refacturation des personnels mobilisés en 2024. Le montant prévisionnel du remboursement à la Ville est de 330 K€ soit +63,7 K€ par rapport à 2023. La différence s'explique par des personnels absents ou non recrutés dans le montant refacturé de l'exercice 2023.
- Ajustement de -24 K€ concernant les frais de refacturation des personnels du Programme de Réussite Educative (P.R.E.) au C.C.A.S. En 2024, la coordinatrice du dispositif a changé de poste et n'a pas encore été remplacée.
- Inscription de 9,4 K€ relatifs à la subvention du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées pour faciliter le recrutement, le reclassement ou le maintien dans l'emploi, et la formation des personnels présentant un handicap.

Chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » : 1 337 764,43 € soit -33 187 €

- Après vérifications auprès du comptable qu'il a effectué toutes les actions et poursuites nécessaires, il est proposé d'admettre certains titres de recettes non recouvrés en non-valeurs pour 4,7 K€, soit +2,7 K€ dans la présente Décision Modificative.
- Le remboursement au Département d'une partie des recettes de F.S.E. (Fonds Social Européen) est revu à 33,9 K€ après que le recours gracieux a abouti à une réduction de 50 % du montant initialement demandé par les services départementaux.

Chapitre 66 « Charges financières » : 20 530 € soit +1 000 €

- Augmentation des crédits nécessaires au mandatement des intérêts des emprunts, selon les taux retenus par la banque en 2024.

Chapitre 67 « Charges spécifiques » : 14 868 € soit +6 868 €

- Inscription de crédits nécessaires à des opérations de régularisations de titres de recettes sur exercices antérieurs (erreur matérielle, abandon d'une créance).

Chapitre 68 « Dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations » : 14 272,06 € (inchangé)

Chapitre 042 « Opérations de transferts entre sections » : 182 185 € soit +6 300 €

- Révision des dotations aux amortissements selon les biens acquis à l'exercice précédent.

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 440 927,21 € (inchangé)

Chapitre 10 « Dotations, fonds et réserves » : 3 853 € (inchangé)

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » : 0 € soit -29 548 €

- La subvention du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (F.I.P.H.F.P.) avait été intégrée en totalité en DM1 pour 29,5 K€. Or, la participation 2024 est une subvention de fonctionnement et s'élève à 9,5 K€. Le reste de la subvention sera versé lors des exercices à venir, après envoi de bilans intermédiaires et selon les dépenses réellement engagées pour les personnes en situation de handicap employées par le C.C.A.S.

Chapitre 040 « Opérations d'ordre entre sections » : 182 185 € soit +6 300 €

- Révision des amortissements des immobilisations, selon le virement de la section de fonctionnement.

DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024131-BF

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Dépenses :

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 91 700 € (inchangé)

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 221 971,76 € soit -8 543 €

- Ajustement des crédits inscrits pour l'acquisition de biens corporels, selon la diminution des recettes d'investissement (F.I.P.H.F.P.).

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 293 780,45 € soit -21 618 €

- Ajustement des crédits inscrits pour l'acquisition de biens corporels, selon la diminution des recettes d'investissement (F.I.P.H.F.P.).

Chapitre 040 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » : 19 513 € soit +6 913 €

- Crédits nécessaires (6,9 K€) à la régularisation des suramortissements constatés par le comptable.

Ladite Décision Modificative n°2 est annexée au présent rapport.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L.1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M57,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 22 mars 2024 relative à l'adoption du Budget Primitif 2024 du budget principal du C.C.A.S.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 31 mai 2024 relative à l'approbation du compte de gestion 2023 du budget principal du C.C.A.S.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 31 mai 2024 relative à l'approbation du compte administratif 2023 du budget principal du C.C.A.S.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 31 mai 2024 relative à l'approbation de l'affectation du résultat 2023 du budget principal du C.C.A.S.,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 26 septembre 2024 relative à l'approbation du compte de gestion 2024 du budget annexe de l'EHPAD,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 26 septembre 2024 relative à l'approbation de l'E.R.R.D. 2024 de l'EHPAD,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 26 septembre 2024 approuvant l'affectation du résultat du budget annexe de l'EHPAD,

VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 26 septembre 2024 approuvant la clôture du budget annexe de l'EHPAD et de la reprise des résultats au budget principal du C.C.A.S.,

DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024131-BF

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



VU la Délibération du Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen du 15 octobre 2024 relative à l'adoption de la Décision Modificative n°1 du budget principal du C.C.A.S.

CONSIDÉRANT les modifications présentées,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, accepte de voter la décision modificative n°2 ,ainsi qu'il suit :

Section de fonctionnement :

La décision modificative s'équilibre en dépenses et recettes à la somme de 8 432 987 € soit +30 715 €

Recettes :

Chapitre 002 « Résultat de fonctionnement reporté » : 0 € (inchangé)

Chapitre 013 « Atténuations de charges » : 305 148 € (inchangé)

Chapitre 70 « Prestations de services » : 89 741 € soit +9 849 €

Chapitre 74 « Dotations et participations » : 7 936 621 € soit +10 544 €

Chapitre 75 « Autres produits de gestion courante » : 81 430 € soit +3 409 €

Chapitre 77 « Produits exceptionnels » : 534 € (inchangé)

Chapitre 042 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » : 19 513 € soit +6 913 €

Dépenses :

Chapitre 002 « Résultat de fonctionnement reporté » : 668 688,19 € (inchangé)

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 183 664 € soit +30 494 €

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 5 011 015,32 € soit +19 240 €

Chapitre 65 « Autres charges de gestion courante » : 1 337 764,43 € soit -33 187 €

Chapitre 66 « Charges financières » : 20 530 € soit +1 000 €

Chapitre 67 « Charges spécifiques » : 14 868 € soit +6 868 €

Chapitre 68 « Dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations » : 14 272,06 € (inchangé)

Chapitre 042 « Opérations de transferts entre sections » : 182 185 € soit +6 300 €

Investissement :

La décision modificative s'équilibre en dépenses et recettes à la somme de 626 965,21 € soit -23 248 €

Recettes :

Chapitre 001 « Solde d'exécution de la section d'investissement reporté » : 440 927,21 € (inchangé)

Chapitre 10 « Dotations, fonds et réserves » : 3 853 € (inchangé)

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » : 0 € soit -29 548 €

Chapitre 040 « Opérations d'ordre entre sections » : 182 185 € soit +6 300 €

Dépenses :

Chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » : 91 700 € (inchangé)

Chapitre 20 « Immobilisations incorporelles » : 221 971,76 € soit -8 543 €

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 293 780,45 € soit -21 618 €

Chapitre 040 « Opérations d'ordre de transfert entre sections » : 19 513 € soit +6 913 €

DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024131-BF

Accusé certifié exécutoire

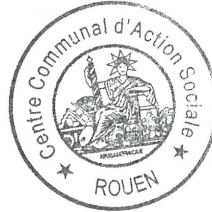
Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
La Présidente de Séance,Caroline DUTARTE
Vice-Présidente du C.C.A.S.

Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.